

Cote du document: EB 2012/106/R.19/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 11 c) ii)
Date: 21 septembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le

Projet d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales du Jharkhand

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent sixième session
Rome, 20-21 septembre 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coût du projet	8
B. Financement du projet	9
C. Financement rétroactif	9
D. Résumé des avantages et analyse économique	9
E. Durabilité	10
F. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments juridiques et autorité	12
VII. Recommandation	12
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

ACS	Assistance centrale spéciale
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
JTDP	Programme de développement rural du Jharkhand
MGNREGS	Plan national Mahātmā Gandhi de garantie de l'emploi rural
NRLM	Mission nationale pour les moyens de subsistance ruraux
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
SPT	Sous-plan tribal
UGP	Unité de gestion du projet

République de l'Inde

Projet d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales du Jharkhand

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Inde
Organismes d'exécution:	Société de développement tribal du Jharkhand, Département de la protection sociale, Gouvernement du Jharkhand
Coût total du projet:	115,6 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	33,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 51,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Contribution de l'emprunteur:	7,9 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,9 million d'USD
Contribution d'autres sources nationales:	55,7 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA
Financement rétroactif:	Pour les dépenses admissibles, jusqu'à concurrence de 0,0426 million d'USD environ, encourues entre juillet 2012 et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Projet d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales du Jharkhand, telle qu'elle figure au paragraphe 59.

Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Projet d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales du Jharkhand

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Au cours des dernières années, l'économie indienne a remarquablement progressé, avec une croissance moyenne de 8,8% entre 2002-2003 et 2007-2008. Elle est la quatrième économie mondiale. La population du pays a dépassé 1,2 milliard d'habitants (recensement de 2011) et son taux de croissance est de 1,4%. En Inde, environ 72% de la population vit en milieu rural. La pauvreté demeure un problème majeur, puisque 41,6% de la population vit avec moins de 1,25 USD par jour. L'Inde compte 33% des pauvres de la planète.
2. Du fait de l'insuffisance des infrastructures matérielles et sociales, de la médiocrité de l'accès aux services, de la faiblesse des investissements, de la forte stratification et de la hiérarchisation de la structure sociale caractérisée par des inégalités de moyens, de statut et de pouvoir, et de l'inefficacité de la mise en œuvre de programmes utiles aux pauvres par suite de défaillances au niveau de la gouvernance, les fruits de la croissance économique n'ont été que partiellement distribués aux populations rurales pauvres. Il est désormais largement reconnu que, faute d'une croissance pour tous, les conséquences sociales et politiques d'inégalités croissantes pourraient être très graves. En Inde, un tiers environ des districts sont touchés par des troubles civils et des actions terroristes de gauche, qui constituent les principales menaces pour la sécurité nationale.
3. Les salariés agricoles, les petits exploitants et les travailleurs occasionnels du secteur non agricole constituent la plus grande partie de la population rurale pauvre. Au sein de ces catégories, les plus défavorisées sont les femmes et les communautés tribales. En termes de déficit de participation des femmes, le Forum économique mondial a classé l'Inde au 113^e rang de l'Indice 2011 sur l'inégalité entre les sexes. De plus, environ 300 millions de jeunes, âgés de 13 à 35 ans, vivent en milieu rural et sont pour la plupart contraints de migrer, de manière saisonnière ou permanente, sans posséder les qualifications et les compétences requises par l'économie moderne.
4. Le onzième Plan quinquennal de l'Inde (2007-2012) a pour objectifs une croissance sans exclusive dans tous les secteurs et le doublement – de 2% à 4% par an – du taux de croissance du secteur agricole; il prévoit, à cet effet, de développer l'irrigation, d'assurer une meilleure gestion de l'eau, de combler le déficit de savoirs, d'encourager la diversification, d'augmenter la production vivrière pour assurer la sécurité alimentaire, de faciliter l'accès au crédit et de rendre possible l'accès aux marchés. L'évaluation à mi-parcours du plan, rendue publique en juillet 2010, souligne la nécessité d'augmenter sans attendre la formation de capital et les investissements dans le secteur de l'agriculture, mais aussi d'améliorer l'accès à l'eau et à des semences de qualité, de reconstituer les nutriments du sol, de développer la recherche et la vulgarisation agricoles, de

réformer les systèmes de tenure des sols et de faciliter la commercialisation des produits de l'agriculture. Mettant à profit ces éléments, le douzième Plan quinquennal de l'Inde (2012-2017) vise à poursuivre et mener à bien la plupart de ces tâches inachevées.

5. Le but et les objectifs du Projet d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales du Jharkhand s'inscrivent dans le droit fil du douzième Plan quinquennal de l'Inde, qui vise notamment à parvenir plus rapidement à une croissance durable et plus équitable; à réduire la pauvreté; à accroître la production vivrière grâce à une hausse de la productivité des terres; à atteindre une croissance agricole d'au moins 4%; à rajeunir les sols et à restaurer leur fertilité; à accorder une attention particulière aux besoins des castes et tribus répertoriées et autres groupes vulnérables; à garantir la participation des institutions des *panchayati raj* à la Loi nationale de garantie de l'emploi rural, mise en place en Inde à l'initiative du Mahātmā Gandhi; à mobiliser les ONG pour un appui aux *gram panchayats* en matière de planification et d'application de ladite loi; et à concilier celle-ci avec la conservation des sols et de l'eau.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. Le projet fait directement suite à une demande officielle du Gouvernement indien, qui a souhaité reproduire à plus grande échelle les programmes réussis de développement rural dans l'État du Jharkhand, et a pour fondement une note conceptuelle préparée par le Gouvernement du Jharkhand.
7. Le projet est en parfaite harmonie avec le nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats, établi pour l'Inde par le FIDA en mai 2011, et avec ses deux objectifs stratégiques: i) élargir l'accès aux technologies agricoles et aux ressources naturelles; et ii) renforcer l'accès aux services financiers et aux filières. Le concept du projet est inclus dans l'appendice VI du COSOP.
8. Techniquement parlant, le projet se justifie en particulier par l'appréciation du potentiel existant s'agissant de réduire la pauvreté parmi les communautés tribales pauvres dans l'État du Jharkhand. Pour réaliser ce potentiel, il est nécessaire non seulement de privilégier le renforcement des capacités des institutions tribales à assise communautaire, mais également d'aider les groupes tribaux à améliorer leur production grâce à une meilleure gestion de la base de ressources naturelles dont dépend leur survie. Outre cela, il est possible d'améliorer les moyens d'existence des populations tribales par le biais d'activités productives répondant à la demande des marchés villageois locaux; de reproduire à plus grande échelle les activités de production agricole axées sur le marché; et d'introduire des métiers basés sur les compétences, en particulier pour les jeunes. Grâce à une approche intégrée et en mettant à profit les enseignements tirés de projets en cours, le projet cherche à donner corps à ces possibilités de développement au profit des populations tribales du Jharkhand.
9. Le projet a été conçu de manière qu'il s'inscrive dans le droit fil, pour ce qui est de l'exécution, du Plan national Mahātmā Gandhi de garantie de l'emploi rural (MGNREGS) et, pour ce qui est de l'aspect financier, de l'Assistance centrale spéciale (ACS) au Sous-plan tribal (SPT) conformément à l'article 275(1) de la Constitution indienne. Il convergera également avec la Mission nationale pour les moyens de subsistance ruraux (NRLM) afin d'offrir aux groupes d'entraide encouragés par le projet un appui en matière de services financiers. La convergence avec d'autres programmes gouvernementaux sera également favorisée.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Le Jharkhand compte 32,97 millions d'habitants (recensement de 2011) – 26% de tribus répertoriées et 78% de populations rurales. Dans cet État, qui vient en cinquième position au plan national pour ce qui est de la pauvreté, 51,6% de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté. Les principaux facteurs de pauvreté dans les zones rurales de l'État du Jharkhand sont la faible productivité de l'agriculture de subsistance, la dégradation des forêts et l'absence de moyens de subsistance non agricoles.
11. Le groupe cible du projet comprendra les ménages des tribus répertoriées et des groupes tribaux particulièrement vulnérables, les femmes chefs de ménage, les jeunes ruraux et les ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté dans la zone d'intervention. Le projet devrait générer des avantages pour 136 000 ménages, y compris les 36 000 ménages appartenant au groupe cible du Programme de développement tribal du Jharkhand (JTDP) appuyé par le FIDA.
12. Le projet sera mis en œuvre dans 14 districts du Jharkhand, où seront sélectionnés environ 30 blocs (sous-districts) dans lesquels plus de 50% de la population est d'origine tribale et vit en dessous du seuil de pauvreté. Parmi les blocs sélectionnés, le projet interviendra dans quelque 1 330 villages répartis dans 164 *panchayats* environ. Ces derniers seront choisis sur la base des critères suivants: i) forte concentration de tribus répertoriées, notamment les groupes tribaux particulièrement vulnérables; ii) forte concentration de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté; iii) proximité d'autres *panchayats* et routes de desserte; et iv) *panchayats* regroupant environ 1 000 ménages répartis sur à peu près 1 500 hectares.
13. En matière de ciblage, l'approche utilisée dans les villages sélectionnés sera fonction de l'activité appuyée. Pour certaines activités, comme la gestion des ressources naturelles, le projet adoptera, s'agissant de ciblage, une approche de saturation. Pour d'autres activités, des approches différentes seront retenues. Ainsi, pour la mobilisation des groupes d'entraide, le projet appliquera les procédures de la NRLM et tous les ménages pauvres seront pris en considération.

B. Objectif de développement du projet

14. L'objectif général du projet est d'améliorer les conditions de vie des communautés tribales, notamment des groupes tribaux particulièrement vulnérables, parmi les districts tribaux répertoriés de l'État du Jharkhand. Son objectif de développement est d'autonomiser 136 000 ménages tribaux, dont 10 000 ménages appartenant aux groupes tribaux particulièrement vulnérables, et de les mettre à même d'exploiter les possibilités de subsistance moyennant une utilisation durable et équitable des ressources naturelles.

C. Composantes/résultats

15. Le projet comprend quatre composantes: i) autonomisation communautaire; ii) gestion intégrée des ressources naturelles; iii) appui aux moyens de subsistance; et iv) gestion du projet.
16. **Autonomisation communautaire.** Il s'agira notamment: i) de favoriser les groupes d'entraide et les jeunes; ii) de renforcer les capacités des personnes-ressources au niveau communautaire, des comités d'exécution du projet au niveau des *gram sabhas* (institutions communautaires au niveau villageois) ainsi que du personnel des ONG facilitatrices et de la Société de développement tribal du Jharkhand; et iii) de fournir un appui spécifique aux groupes tribaux particulièrement vulnérables afin qu'ils puissent faire respecter leurs droits.

17. Le projet établira quelque 5 500 groupes d'entraide et appuiera 1 500 autres groupes déjà créés dans le cadre du JTDP. Les procédures de la NRLM seront suivies afin de former des groupes d'entraide et de favoriser leur intégration et leur convergence avec la Mission au fur et à mesure que celle-ci étend ses opérations au niveau de l'État. Les groupes d'entraide mobiliseront de l'épargne auprès de leurs membres; par ailleurs, le projet leur octroiera un capital de lancement. Afin de permettre à la plus jeune génération de participer activement au projet, 328 groupes de jeunes seront initialement constitués et le projet leur octroiera des capitaux afin de démarrer une activité. Ils pourront ainsi prendre part aux principales initiatives de développement social et communautaire, ce qui leur ouvrira des perspectives d'emploi et, partant, leur permettra d'accroître leurs revenus.
18. Aux fins du renforcement des capacités, le projet recrutera une trentaine d'ONG facilitatrices; celles-ci seront chargées de fournir un appui en matière technique, de gestion et organisationnelle aux groupes d'entraide, aux groupes de jeunes et aux comités d'exécution du projet au niveau des *gram sabhas*. Les ONG facilitatrices fourniront également un appui à l'exécution en matière de planification et de suivi-évaluation (S&E).
19. Grâce au projet, 10 000 ménages appartenant aux groupes tribaux particulièrement vulnérables verront leurs capacités renforcées de manière intensive afin qu'ils puissent bénéficier des prestations financées par le gouvernement, comme le système public de distribution, les services de développement de l'enfance, les rations alimentaires et les pensions de veuve et de retraite. Avec l'amélioration de la distribution des revenus, le pouvoir d'achat de ces ménages augmentera, leur permettant ainsi de résoudre leurs problèmes alimentaires. Des infrastructures de base, des lanternes solaires et des camps de santé seront également mis à la disposition des groupes tribaux particulièrement vulnérables.
20. Cette composante devrait permettre d'améliorer la participation des femmes aux instances locales de gouvernance, l'accès aux droits et les savoirs en relation avec la malnutrition, la santé, l'hygiène, l'assainissement et les droits légaux, garantissant ainsi à cette couche particulièrement vulnérable de la population cible du projet un meilleur accès aux sources des aliments de base et à l'ensemble des avantages du développement.
21. **Gestion intégrée des ressources naturelles.** Afin d'améliorer la productivité de l'agriculture pluviale, cette composante privilégiera: i) la mobilisation communautaire; ii) la mise en valeur des ressources en terres et en eau; et iii) l'accroissement de la productivité et la diversification des cultures.
22. Mettant à profit la structure des groupes d'entraide, les *gram sabhas* seront organisées et les comités d'exécution du projet au niveau des *gram sabhas* seront formés afin de faciliter la préparation, l'approbation, la gestion et la supervision des plans des *gram sabhas* pour la gestion des ressources naturelles et la promotion des moyens de subsistance. Ces plans couvriront la mise en valeur des ressources en terres et en eau, l'accroissement de la productivité, la diversification des cultures et l'irrigation ainsi que les activités de subsistance et génératrices de revenus. Ces activités seront financées grâce aux fonds du MGNREGS et du projet. En ce qui concerne la mise en valeur des ressources en terres et en eau, le projet mobilisera un financement auprès du MGNREGS et/ou d'autres sources en faveur des activités de collecte de l'eau de pluie, de terrassement et de mise en valeur des terres, des routes d'accès et voies de desserte ainsi que des activités forestières. Les plans des *gram sabhas* comprendront également un sous-plan portant sur l'accroissement de la productivité et la diversification des cultures, qui sera élaboré selon un processus participatif de planification. Ce sous-plan portera sur les démonstrations, l'irrigation à petite échelle et la mise en place de centres de services agricoles.

23. Cette composante devrait permettre la collecte de l'eau de pluie ainsi que la mise en valeur et l'utilisation durable des ressources en terres et en eau au profit de 122 400 ménages tribaux répartis dans 1 330 villages.
24. **Appui aux moyens de subsistance.** Afin d'accroître les revenus et de réduire la migration due à la misère et le chômage des jeunes, le projet: i) appuiera des activités génératrices de revenus au profit des groupes tribaux particulièrement vulnérables et des autres groupes défavorisés; ii) encouragera la formation de regroupements productifs reliés aux marchés; iii) offrira une formation professionnelle et des stages pratiques dans des activités urbaines et rurales; et iv) appuiera les interventions novatrices.
25. Dans le cadre du point i), le projet accordera la priorité aux populations les plus défavorisées (groupes tribaux particulièrement vulnérables, paysans sans terre et artisans villageois) et leur offrira diverses possibilités de création de revenus – production de volaille de basse-cour, élevage porcin et ovin et artisanat. Dans le cadre du point ii), le projet appuiera la reproduction à plus grande échelle d'entreprises viables reliées aux marchés, en utilisant une approche par groupe afin de garantir des économies d'échelle. Organisés en groupes, les producteurs pourront partager les services et acheter en gros les intrants et les produits destinés aux marchés. Le projet reproduira à plus grande échelle un certain nombre d'activités sous-sectorielles ayant donné de bons résultats – produits maraîchers, vergers de mangue, élevage de vers à soie tasar, d'insectes producteurs de gomme-laque et de chèvres. Dans le cadre du point iii), le projet offrira une formation, des bourses d'étude, des stages et un encadrement aux jeunes des populations tribales afin qu'ils puissent monter des entreprises locales. Dans le cadre du point iv), il appuiera des interventions novatrices telles que la foresterie communautaire, l'élevage d'insectes producteurs de gomme-laque sur des *Flemingia semialata*, et la planification de l'habitat pour les villages des groupes tribaux particulièrement vulnérables.
26. Cette composante devrait permettre aux 43 070 ménages participants d'accroître les revenus tirés de ces activités et de la production axée sur le marché.
27. **Gestion du projet.** Le projet sera mis en œuvre par la Société de développement tribal du Jharkhand. Une organisation autonome au niveau de l'État – avec un directeur de projet et une unité de gestion du projet (UGP) – regroupera les plans et le budget, et gèrera les flux de fonds, le S&E et la gestion des savoirs. Afin de faciliter la convergence, une UGP sera établie dans chaque district auprès du Bureau du commissaire adjoint.

III. Exécution du projet

A. Approche

28. Le projet adoptera une approche à trois volets afin d'améliorer les moyens de subsistance des communautés du groupe cible. Premièrement, il appuiera la formation d'institutions communautaires et autonomisera les communautés grâce à la mobilisation des groupes d'entraide, première étape sur la voie du renforcement du pouvoir d'action des femmes pauvres et de leurs ménages et de leur participation effective aux institutions communautaires pan-villageoises. Cela sera complété par la mobilisation et le renforcement des capacités des *tola sabhas* (institutions communautaires au niveau des quartiers) et des *gram sabhas*. Les *gram sabhas* convergeront avec les *panchayats*. Ce processus d'autonomisation aidera les populations villageoises, en particulier les femmes, à mieux exprimer leurs besoins en matière de développement et à influencer sur le processus décisionnel au niveau des *panchayats*. Pour ce qui est des services financiers et de la formation des structures faîtières, les activités classiques des groupes d'entraide seront réalisées en convergence avec la NRLM. Deuxièmement, le projet mettra en place des systèmes de production vivrière et diversifiera les moyens de subsistance

afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en fonction de l'impact du changement climatique. Il mettra l'accent sur la gestion intégrée des ressources naturelles, l'adoption de technologies améliorées pour accroître le rendement des cultures, et la diversification de l'utilisation des sols afin d'améliorer la productivité et de réduire la vulnérabilité face aux aberrations et aux chocs climatiques, et d'offrir des services pour l'approvisionnement en intrants et la commercialisation de l'excédent de production. Troisièmement, le projet encouragera des initiatives intégrées de production et de commercialisation susceptibles d'être élargies.

B. Cadre organisationnel

29. L'organisme principal d'exécution du projet sera le Département des affaires économiques du Ministère des finances et, au niveau de l'État, le Département de la protection sociale du Jharkhand. Le projet sera géré et mis en œuvre par la Société de développement tribal du Jharkhand, avec l'appui d'agences techniques, d'ONG facilitatrices, d'administrations de district, des organismes d'exécution concernés, des *panchayats* et des *gram sabhas*. Le Gouvernement du Jharkhand mettra en place un comité de pilotage au niveau de l'État, présidé par le secrétaire général, les fonctions de secrétaire étant occupées par le secrétaire du Département de la protection sociale. La Société de développement tribal du Jharkhand, structure qui ne fait pas partie des organismes d'exécution gouvernementaux, est enregistrée en vertu de la Loi sur l'enregistrement des sociétés et a son règlement et ses règles financières propres; elle est habilitée à conclure des accords de partenariat/contrats avec des organismes d'appui technique, des ONG facilitatrices et d'autres agences spécialisées ainsi qu'à octroyer des dons et à fournir une assistance financière aux *gram sabhas*. Une UGP sera mise en place au niveau de l'État auprès de la Société de développement tribal du Jharkhand. Elle sera dirigée par un directeur de projet à plein temps assisté par un directeur de projet adjoint et par du personnel technique et d'appui. Des comités de coordination du projet seront également établis dans chaque district de la zone d'intervention. De plus, un comité de coordination du projet sera mis en place dans chaque bloc. Pour l'exécution du projet sur le terrain, une ONG facilitatrice sera recrutée pour chaque district, voire deux pour les plus grands districts. Trois agences d'appui technique seront également recrutées afin de fournir des conseils et un appui à l'exécution aux ONG facilitatrices.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

30. Le processus de planification de l'exécution débutera avec la communauté au niveau des *toila sabhas*, avec l'appui des comités d'exécution du projet au niveau des *gram sabhas* et des ONG facilitatrices. Les plans des *gram sabhas* pour la gestion des ressources naturelles et la promotion des moyens de subsistance seront élaborés au niveau villageois en mettant à profit l'évaluation participative des ressources communautaires. Un plan de travail et budget annuel (PTBA) sera élaboré sur la base de ces plans. La Société de développement tribal du Jharkhand demandera au Département de la protection sociale de l'État du Jharkhand de constituer des allocations budgétaires pour le projet, sur la base des estimations figurant dans le PTBA. Elle finalisera ensuite le PTBA et le soumettra, accompagné du plan de passation des marchés, au FIDA pour examen et approbation.
31. Le système de S&E du projet permettra de recueillir les données et informations nécessaires pour mesurer la performance et les progrès accomplis par rapport aux objectifs établis. Il servira également d'outil d'apprentissage dans la mesure où il fournira des informations utiles à une réflexion critique sur les stratégies et opérations du projet; appuiera la prise de décisions aux différents niveaux; et offrira une base pour la gestion axée sur les résultats. Une unité de S&E établie auprès de l'UGP de l'État appuiera le suivi, unifiera les rapports sur l'état d'avancement et les résultats, et assurera la coordination d'ensemble en matière d'apprentissage et de gestion des savoirs.

32. Durant la première année d'exécution, l'UGP de l'État mettra en place un système d'information de gestion. Celui-ci permettra de disposer d'informations sur les progrès matériels et financiers, l'analyse de l'évaluation de l'impact et les rapports y afférents, le suivi des indicateurs de premier et deuxième niveaux du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), et autres informations pertinentes.
33. Le système d'apprentissage du projet comprendra de multiples éléments: organisation de réunions d'examen mensuelles, trimestrielles et annuelles; collecte d'informations sur l'état d'avancement et les enseignements tirés de l'expérience; et recherche de solutions aux difficultés d'exécution. Le FIDA, en coopération avec le gouvernement, effectuera un examen à mi-parcours dans le courant de la quatrième année d'exécution du projet afin de recenser les réalisations et les difficultés d'exécution. Un plan d'action sera établi d'un commun accord sur la base des conclusions de cet examen. À l'approche du point d'achèvement du projet, l'UGP de l'État préparera un projet de rapport d'achèvement, en coopération avec le FIDA et le Gouvernement du Jharkhand. Le FIDA et le gouvernement de l'État procéderont ensuite à un examen à l'achèvement, sur la base des informations contenues dans le rapport d'achèvement du projet et d'autres données.
34. Au cours de la première année, une stratégie de gestion des savoirs sera élaborée au niveau du projet et un site web sera construit dans une optique de partage des savoirs. Les informations essentielles provenant des études de S&E, des examens et des visites d'information, des enseignements et des meilleures pratiques seront diffusées par le biais de divers supports d'information – bulletins, publications, études de cas et rapports.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

35. **Gestion financière.** Le projet tiendra les comptes et les registres conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public afin de rendre compte des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet. Le logiciel "Tally" permettra d'enregistrer les rentrées par financeur, et les dépenses par catégorie et composante. Les comptes seront consolidés par l'UGP de l'État. Une structure et un plan comptable uniformes seront établis pour les UGP de district et l'UGP de l'État.
36. **Flux de fonds.** Le projet sera financé par le FIDA, le Gouvernement du Jharkhand, d'autres programmes gouvernementaux et les bénéficiaires. L'UGP de l'État sera chargée de l'établissement du PTBA du projet et de sa soumission au Département des finances du Jharkhand par l'intermédiaire du Département de la protection sociale. Ce PTBA (à l'exclusion de la contribution des bénéficiaires) constituera l'un des éléments du budget du Département de la protection sociale et sera soumis à l'approbation de l'Assemblée de l'État. Les ressources provenant du prêt du FIDA seront mises à la disposition du Gouvernement du Jharkhand selon les procédures nationales classiques. L'UGP de l'État versera des fonds aux UGP de district, lesquelles, à leur tour, en verseront aux comités d'exécution du projet au niveau des *gram sabhas* pour les activités au niveau villageois. L'UGP de l'État versera aussi des fonds aux ONG facilitatrices. Les UGP de district et l'UGP de l'État disposeront de systèmes de suivi et d'établissement des rapports qui permettront de contrôler l'utilisation des fonds du projet.
37. **Comptes désignés.** Le montant du prêt du FIDA sera versé sur un compte désigné auprès d'une banque agréée par le Fonds et géré par le(s) représentant(s) autorisé(s) du Ministère des finances. Le FIDA effectuera un versement sur le compte désigné, à titre d'avance; le compte désigné sera ensuite reconstitué sur la base des demandes de retrait soumises par le projet au Contrôleur des comptes et de l'audit de l'aide du Ministère des finances du Gouvernement indien. Les comptes du projet de l'UGP de l'État et des UGP de district seront ouverts auprès d'une ou de plusieurs banques agréées tant par le FIDA que par l'agent principal du projet, afin qu'y soient gérés les fonds versés par le Gouvernement du Jharkhand.

38. **Audit.** Pour chaque exercice financier, les comptes de projet seront vérifiés conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets ainsi qu'à l'article 9 des Conditions générales du FIDA, et un rapport d'audit sera présenté dans les six mois suivant la fin de chaque exercice. Des états financiers semestriels et annuels seront préparés par chaque UGP de district, avant d'être consolidés par l'UGP de l'État. Les états financiers seront préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et seront vérifiés par un cabinet d'audit agréé par le FIDA. Par ailleurs, dès la première année, le projet recrutera des experts-comptables indépendants afin qu'ils conduisent un audit interne aux différents niveaux d'exécution. Le mandat de l'auditeur interne devra être approuvé par le FIDA. Les observations et recommandations de l'auditeur interne et les mesures correctives prises seront soumises à l'approbation du Conseil d'administration de la Société de développement tribal du Jharkhand puis communiquées au FIDA.
39. **Passation des marchés.** Les marchés relatifs aux biens, travaux et services financés grâce aux fonds du prêt du FIDA seront passés conformément aux Directives du FIDA en la matière ainsi qu'au Manuel de passation des marchés. Pour chaque contrat à financer sur le produit du financement du FIDA, la méthode d'adjudication, la nécessité de procéder à une sélection *a priori* ou *a posteriori*, de faire une estimation des coûts et de soumettre le marché à un examen préalable ainsi que le calendrier seront convenus par la Société de développement tribal du Jharkhand et le FIDA aux termes du plan de passation des marchés que devra présenter l'organisme d'exécution. Le projet comprend un certain nombre de mesures destinées à renforcer les capacités en matière de passation des marchés au sein des organismes d'exécution et à atténuer les risques dans ce domaine.

E. Supervision

40. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. Au cours de la phase de démarrage, le FIDA participera à l'atelier national préparatoire et prendra part aux discussions sur l'approche et la stratégie du projet. Les chefs des missions de conception du projet participeront probablement à cette activité, ainsi qu'un spécialiste de la gestion financière, qui apportera aussi un appui à l'exécution pour la formation du personnel financier du projet. Au cours de la première année du projet, un appui à l'exécution pourra également porter sur une aide à la mise en place du système de S&E et à l'élaboration des plans de formation pour les diverses composantes. Il est prévu que la première mission de supervision se déroule vers la fin de la première année d'exécution. Elle comptera parmi ses membres des spécialistes du ciblage de la pauvreté, de la gestion des ressources naturelles et de la gestion financière. Une fois lancés les travaux d'infrastructure, les missions de supervision pourront inclure des spécialistes de la production et de la commercialisation. En outre, le bureau de pays du FIDA à New Delhi apportera au jour le jour un appui à l'exécution.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

41. Sur la base des prix en vigueur en mai-juin 2012, on estime à 115,59 millions d'USD le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas financiers à hauteur de 16,48 millions d'USD. Les hypothèses sous-jacentes à ces coûts sont notamment: i) une durée du projet de huit ans; ii) des provisions pour aléas financiers correspondant à 6,5% par an; et iii) un taux de change de base de 55 roupies indiennes (INR) pour 1 USD.

Coût du projet par composante

<i>Composantes</i>	<i>En milliers d'USD</i>	<i>% total des coûts de base</i>
Autonomisation des communautés	11 737	12
Gestion intégrée des ressources naturelles	58 025	59
Appui aux moyens de subsistance	16 288	16
Gestion du projet	13 057	13
Coût de base total	99 108	100
Provision pour aléas financiers	16 483	17
Total	115 591	117

B. Financement du projet

42. Le projet sera financé grâce à un prêt du FIDA de 51,0 millions d'USD (44,1% du coût total du projet); au financement de contrepartie octroyé par le gouvernement à hauteur de 7,9 millions d'USD (6,9% du coût total); au financement octroyé par le gouvernement au titre de l'article 275(1) et de l'ACS au SPT à hauteur de 11,6 millions d'USD (10,0% du coût total); au financement octroyé par le MGNREGS à hauteur de 44,18 millions d'USD (38,2% du coût total); et à une contribution des bénéficiaires de 0,93 million d'USD (0,8% du coût total du projet).

Plan de financement par composante

(en milliers d'USD)

	<i>Gouvernement</i>	<i>SPT</i>	<i>MGNREGS</i>	<i>FIDA</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Total</i>
Autonomisation des communautés	1 891	-	-	13 417	-	15 308
Gestion intégrée des ressources naturelles	857	4 341	44 182	12 973	-	62 354
Appui aux moyens de subsistance	127	7 215	-	12 472	925	20 739
Gestion du projet	5 052	-	-	12 138	-	17 190
Total	7 928	11 556	44 182	51 000	925	115 591
% du total	6,9	10,0	38,2	44,1	0,8	100,0

C. Financement rétroactif

43. Le JTDP, appuyé par le FIDA, s'est achevé en juin 2012. Afin de garantir la continuité et de conduire les activités préparatoires nécessaires pour le présent projet entre juillet 2012 et la date d'entrée en vigueur, des dispositions relatives au financement rétroactif seront prises. Les dépenses proposées couvriront: i) le renforcement des capacités et les dépenses qui seront encourues au titre du recrutement du personnel, des ONG facilitatrices et des organismes d'appui technique, etc.; ii) l'assistance technique nécessaire pour le renforcement des systèmes de gestion de la Société tribale de développement du Jharkhand; et iii) les salaires du personnel essentiel, tel que le directeur de projet adjoint, le responsable financier et administratif et le personnel d'appui. Au total, les dépenses sont estimées à 342 000 USD; la partie susceptible d'être couverte par le financement du FIDA représentera environ 42 600 USD. Les dépenses au titre du financement rétroactif seront décaissées par le FIDA après l'entrée en vigueur du projet, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

D. Résumé des avantages et analyse économique

44. Le taux global de rentabilité économique (TRE) de ce projet de huit ans est de 17%. L'analyse de sensibilité montre que la performance attendue du projet est robuste. Une augmentation de 10% des coûts et une baisse de 10% des avantages ramène le TRE à 13%. Les valeurs-seuils montrent que les investissements sont viables si les coûts augmentent de 16% ou les avantages diminuent de 12%.

45. On estime à 136 000 le nombre total de ménages bénéficiaires, soit quelque 510 000 personnes. En moyenne, un ménage verra sa production vivrière (à l'exclusion des fruits, légumes et épices telles que le chili) passer de 1,624 à environ 2,070 kilogrammes/hectare. L'accroissement de la production de fruits et légumes ainsi que des produits tirés de l'élevage (chèvres, porcs et volaille) permettra aux ménages d'améliorer leur nourriture et d'accroître leurs revenus. Les revenus de l'exploitation agricole (y compris la valeur de la main-d'œuvre familiale) passeront de 85 USD environ à 268 USD environ par ménage.
46. Un accroissement de l'humidité du sol se traduira par de plus fortes intensités de culture – de 75% à 105% à plein régime. Aucune évolution majeure n'est envisagée dans la répartition des cultures, mais l'accent est mis sur l'amélioration des pratiques agricoles et agronomiques et de la production destinée au marché. Les interventions du projet en matière de renforcement des capacités offriront des avantages supplémentaires, tout comme l'amélioration de l'accès au marché, l'augmentation du volume de produits commercialisables et la réduction des coûts de commercialisation.

E. Durabilité

47. La durabilité des avantages du projet repose sur plusieurs hypothèses. Premièrement, l'adoption de moyens de subsistance améliorés (y compris de technologies plus productives) et de nouvelles initiatives et entreprises sera durable à condition qu'ils continuent d'être rentables pour les ménages appartenant aux districts couverts par le SPT et que soient maintenus les réseaux concernant les intrants et les extrants. De plus, ces réseaux devraient être durables à condition qu'ils soient, en eux-mêmes, financièrement viables pour les acteurs du secteur privé et/ou pour les collectifs d'appui aux moyens de subsistance. Les infrastructures comme les installations de traitement des sols en exploitation, les petits réseaux d'irrigation et les infrastructures de production et de commercialisation devront être entretenues. Au moment de la construction, des accords seront pris afin que les groupes d'utilisateurs soient responsables de leur fonctionnement et de leur entretien. Le projet renforcera notablement les capacités des producteurs agricoles, des membres des organisations de producteurs et du personnel des organismes d'exécution et des ONG facilitatrices. Les jeunes villageois bénéficieront d'une formation professionnelle ainsi que d'un soutien financier afin de monter leur propre activité. Cette formation, sous réserve de sa pertinence et de son efficacité, permettra d'accroître de manière significative les savoirs et les compétences des bénéficiaires. Enfin, tous les groupes d'entraide mobilisés et dont les capacités seront renforcées dans le cadre du projet devront être harmonieusement intégrés au sein de la NRLM afin d'y poursuivre leur développement, y compris leur regroupement au niveau des villages et l'établissement de liens avec les banques.

F. Identification et atténuation des risques

48. Les principaux risques et hypothèses, qui sont exposés dans le cadre logique, sont résumés ci-après. Dans certains districts, la violence terroriste de gauche pourrait avoir un effet perturbateur même si le JTDP n'est pas touché et si l'absence de prestataires minimise les risques. Les effets de l'irrégularité des précipitations sur les moyens de subsistance agricoles appuyés par le projet seront atténués grâce aux activités de gestion des ressources naturelles. Les conflits potentiels entre les chefs tribaux traditionnels et les dirigeants élus des *panchayats* et des comités d'exécution du projet au niveau des *gram sabhas* pourraient être gérés par le biais de la négociation au cours de l'exécution. Enfin, le risque lié à l'insuffisance de personnel correctement formé sera atténué en offrant une meilleure rémunération, en augmentant la taille des groupes établis dans le cadre du projet et en faisant appel à des ONG facilitatrices ainsi qu'à des organismes d'appui technique.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

49. Le projet est en parfaite harmonie avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Il est conforme au SYGRI et à la Politique du FIDA en matière de ciblage (2007). Le document de conception final du projet prend également en compte les exigences du FIDA concernant l'égalité entre les sexes. Le projet est compatible avec la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique (2010) en cela qu'il est axé sur le renforcement de la capacité d'adaptation des moyens de subsistance au changement climatique et sur l'introduction de mesures d'atténuation du risque. Il répond aussi aux critères formulés dans la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA (2011), puisque nombre des activités proposées sont susceptibles d'avoir des effets bénéfiques sur l'environnement. Le projet est classé en catégorie B; aucune évaluation environnementale supplémentaire n'est donc requise.

B. Alignement et harmonisation

50. Le projet a été conçu en appui au onzième Plan quinquennal (2007-2012) du Gouvernement indien. On peut citer, parmi les domaines d'alignement, l'accent mis par le projet sur l'amélioration de la gestion de l'eau, la diversification des cultures, l'augmentation de la production vivrière et de la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés. Tous les projets financés par le FIDA en Inde sont parfaitement alignés sur les systèmes du pays pour ce qui concerne l'établissement des rapports, la comptabilité, l'audit et la passation des marchés.
51. Le seul grand programme financé par un donateur dans l'État du Jharkhand est la NRLM. C'est la raison pour laquelle le présent projet a été conçu en étroite consultation avec des représentants de la NRLM et de la Banque mondiale. Par ailleurs, un atelier d'harmonisation de l'action des bailleurs de fonds, organisé par le FIDA, s'est tenu au bureau de pays du FIDA en Inde en juillet 2012 afin d'examiner la conception du projet et de garantir l'apprentissage mutuel des partenaires de développement en Inde.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

52. Conformément au programme d'innovation énoncé dans le COSOP axé sur les résultats, la conception du projet prévoit notamment un soutien à une agriculture pouvant s'adapter au changement climatique. De plus, une sous-composante distincte concernant les innovations a été intégrée dans la troisième composante, en appui aux innovations suivantes. Premièrement, le projet aidera les *gram sabhas* à obtenir des actes de propriété pour les forêts communautaires, conformément aux dispositions concernées de la loi sur les droits forestiers. Les villages situés à la lisière des forêts pourront ainsi gérer les forêts communautaires pour ce qui est du fourrage, du bois de feu et des produits forestiers non ligneux. Deuxièmement, le projet aidera les agriculteurs à tester l'élevage d'insectes producteurs de gomme-laque sur des plantations de *Flemingia semialata*, dans la mesure où leur période de gestation est plus brève que celle des végétaux hôtes traditionnels. Cela permettra d'accroître la rentabilité de l'élevage d'insectes producteurs de gomme-laque tout en améliorant éventuellement la fertilité des sols. Enfin, grâce au recrutement d'un groupe d'architectes communautaires, le projet favorisera la planification de l'habitat au profit des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans une optique d'amélioration de la qualité des habitations, de l'assainissement et de l'eau potable.
53. Comme le prévoit le COSOP axé sur les résultats et à la demande du Gouvernement indien, la conception du projet consiste en une reproduction à plus grande échelle du JTDP. Les moteurs de cette extension seront les incitations financières, qui encourageront les petits exploitants agricoles à adopter

de nouvelles technologies viables, et les institutions et partenaires du projet, qui joueront le rôle de catalyseurs de la reproduction à plus grande échelle. Étant donné l'importance de la population tribale du Jharkhand, il existe dans cet État un vaste potentiel de développement.

D. Participation à l'élaboration des politiques

54. Le projet jettera les bases d'une réorientation des politiques s'agissant des modalités de mise en œuvre des activités de développement tribal dans le Jharkhand. Le financement de l'ACS-SPT est en général utilisé par les départements concernés afin de mettre en œuvre des interventions destinées à améliorer les moyens de subsistance des ménages tribaux. Dans le cadre du présent projet, le Gouvernement du Jharkhand a pour la première fois décidé d'acheminer les fonds de l'ACS-SPT par le biais de la Société de développement tribal du Jharkhand afin de cofinancer les activités du projet. Par ailleurs, pour la première fois aussi, le financement de l'ACS-SPT sera versé par l'intermédiaire des comités d'exécution du projet au niveau des *gram sabhas* afin de mettre en œuvre les activités définies et considérées comme prioritaires par les communautés dans les plans des *gram sabhas* pour la gestion des ressources naturelles et la promotion des moyens de subsistance. Les enseignements tirés de cette modalité d'exécution ouvriront un espace de concertation quant à la meilleure façon de financer le développement tribal et pourront, le cas échéant, être mis à profit en vue d'une transposition dans d'autres États de l'Inde.
55. Le projet sera mis en œuvre dans des districts où sévissent terrorisme de gauche et violence. Il entend donner la preuve des avantages dérivant d'une planification et d'une exécution participatives à assise communautaire et d'une gouvernance améliorée, ce qui pourrait permettre d'établir un modèle susceptible d'être reproduit dans des zones présentant les mêmes problématiques. Les enseignements tirés de la mise en œuvre de ce modèle devraient ouvrir de nouvelles perspectives de participation à l'élaboration des politiques.

VI. Instruments juridiques et autorité

56. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Un accord de projet sera conclu entre l'État du Jharkhand et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
57. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
58. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

59. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Inde un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à trente-trois millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (33 550 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Jharkhand Tribal Empowerment and Livelihoods Project"

(Negotiations concluded on 3 September 2012)

Loan Number: [_____]

Project Title: Jharkhand Tribal Empowerment and Livelihoods Project (the "Project" or "JTELP")

The Republic of India (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

- (A) The Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Jharkhand Tribal Empowerment and Livelihoods Project described in Schedule 1 to this Agreement;
- (B) The Project shall be carried out through the State of Jharkhand (the "State") pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State (the "Project Agreement");

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement except for the provisions identified in Section E paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is thirty-three million five hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 33 550 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms as defined in Section 5.01 (a) of the General Conditions.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 April and 15 October.
6. The Borrower shall open and maintain a Designated Account denominated in USD, in a bank acceptable to the Fund, for the Project. The Designated account shall be operated by the Ministry of Finance.
7. There shall be a Project Account denominated in local currency opened and operated by the State Project Management Unit (SPMU), which shall be maintained in a bank mutually acceptable to the Jharkhand Tribal Development Society (JTDS) and the Fund.
8. There shall also be fourteen (14) Sub-Project Accounts, one for the benefit of each of the District Project Management Units (DPMUs): All accounts shall be opened and maintained in bank(s) mutually acceptable to the Jharkhand Tribal Development Society (JTDS) and the Fund.
9. The Borrower shall cause the State to provide an amount of approximately seven million nine hundred thousand United States Dollars (USD 7 900 000) to the Project as counterpart financing. The Borrower shall cause the State to provide an amount of approximately fifty-five million seven hundred thousand United States Dollars (USD 55 700 000) to the Project as parallel financing from Special Central Assistance to Tribal Sub-Plans and Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Schemes (MGNREGS) ("Parallel Financing") and/or any other source of funding compatible with the Project identified by the State of Jharkhand.

Section C

1. The Welfare Department of the State of Jharkhand shall be the State level nodal agency whilst the Lead Project Agency shall be the Jharkhand Tribal Development Society (JTDS).
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - (a) Facilitating Non-Governmental Organisations (FNGOs);
 - (b) Technical Support Agencies (TSAs); and
 - (c) Any other stakeholder identified by the State Project Management Unit (SPMU) in agreement with the Fund.
3. The Project Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered by the Fund and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The registration of JTDS with the State Registrar of Societies shall have been suspended and/or cancelled; and
- (b) The Project Implementation Manual (PIM) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) JTDS shall have been duly registered with the State Registrar of Societies.
- (b) The State level Project Coordination Committee (SPCC) and the State Project Management Unit (SPMU) shall have been duly established.
- (c) A State Project Director (SPD) shall have been duly appointed.
- (d) The Designated Account shall have been duly opened by the Borrower.
- (e) The Project Account shall have been duly opened by the SPMU.
- (f) The Project Agreement in form and substance acceptable to the Fund shall have been duly concluded between the Fund and the State of Jharkhand.

3. The following provisions of the general Conditions shall not apply to this Agreement:

As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 42 600 incurred after 1 July 2012 but before the date of entry into force of this Agreement for (a) capacity building and Project staff recruitment (categories III and VII); (b) Technical Assistance to enhance the management systems of JTDS (category VII), and (c) salaries of the SPD, of the Additional Project Director (APD) and the Finance and Administration Manager (FAM) (category VII) may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, if otherwise eligible, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary to the Government of India
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
North Block
New Delhi 110001, India

Facsimile: +91-11-23092039

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [____], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDIA

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall support Scheduled Tribes (STs) households and Particularly Vulnerable Tribal Groups (PTGs) households, women-headed households, rural youth and Below Poverty Line (BPL) households in fourteen Tribal Sub-Plan Districts (each a "Project District" and collectively, "Project Districts") in the State of Jharkhand (the "Project Area") in the Republic of India.

2. *Goal.* The overall goal of the Project is to improve living conditions of tribal people in general and PTGs in particular, covering select blocks and Panchayats in tribal majority blocks of all the Tribal Sub-Plan districts of Jharkhand by empowering and enabling the communities to adopt livelihood options based on sustainable and equitable use of natural resources.

3. *Objective.* The objective of the Project is to foster community-based institutions to empower village communities, especially women, introduce sustainable natural resource management systems and enhance food security and cash incomes by introducing improved farming practices and proven production technologies.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

4.1. Component 1: **Community Empowerment:** This component will be comprised of the following three sub-components: (i) Promotion of Self Help Groups (SHGs) and Youth Groups (YGs); (ii) Capacity building of Community Resource Persons (CRPs), Gram Sabha Project Execution Committees and staff of FNGOs and JTDS; and (iii) Special support to PTGs to enable them to access their entitlements. In particular:

- (a) A total of approximately 5 500 SHGs shall be supported in addition to 1 500 existing SHGs under the IFAD-financed Jharkhand Tribal Development Programme (JTDP IFAD Loan No. 506-IN). National Rural Livelihoods Mission (NRLM) Programme processes will be followed to form SHGs to facilitate their integration and convergence with NRLM as it becomes operational across the State. SHGs shall mobilise savings from members and receive seed capital support from the Project. To enable the younger generation to benefit from the Project, approximately 328 Youth Groups shall be set up and provided with seed capital support to enable youth engagement in activities which will allow them to participate in mainstream Project social development and community initiatives and open up new job opportunities for them, thus adding to their future income.
- (b) To enable capacity building, the Project shall engage the services of approximately 30 FNGOs to provide technical, managerial and organisational support to SHGs, Youth Groups, and GS-PECs. FNGOs shall also provide implementation support to the Project in planning and monitoring and evaluation.
- (c) The Project shall support some 10,000 PTG households with intensive capacity building to enable them to access government finance entitlements including *inter alia* the public distribution system, child development services, food rations, widow and old age pensions and other entitlements. PTGs shall also be supported through provision of critical infrastructure, solar lanterns, and health camps.

- 4.2. Component 2: **Integrated Natural Resource Management:** To improve productivity of rain-fed farming, it is foreseen that activities under the following three sub-components will be implemented: (i) Community Mobilisation; (ii) Land and Water Resources Development; and (iii) Productivity Enhancement and Crop Diversification. In particular:
- (a) Building on the foundation provided by SHGs, Gram Sabhas shall be organised and GS-PECs formed to facilitate the preparation, approval, management and supervision of Gram Sabha Natural Resource Management and Livelihood Plans (GSRMLPs). The GSRMLPs shall cover land and water resource development, productivity enhancement, crop diversification and irrigation, income generating activities, and livelihood.
 - (b) With respect to land and water development, the Project shall mobilise funding from the Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme and/or other sources of funding to support activities such as: rainwater harvesting; terracing and land development; access roads and paths; and forestry.
 - (c) As part of the GSRMLPs, a Productivity Enhancement and Crop Diversification sub plan shall be prepared through participatory planning. This sub-plan shall include *inter alia*: crop demonstrations, small-scale irrigation and establishment of farmer service centres.
- 4.3. Component 3: **Livelihood Support:** To enhance incomes and minimise distress migration and youth unemployment, the Project shall support activities under the following four sub-components: (i) Support for Income Generating Activities to PTGs and the poorest; (ii) Promoting market-linked production clusters; (iii) Vocational training and placement in urban and rural trades; and (iv) Innovative interventions. In particular:
- (a) Under sub-component (i) above, the Project shall target the most vulnerable segments of the population (PTGs, landless, and village artisans) with a range of income generating opportunities deriving from activities such as backyard poultry production, pig and goat rearing, and artisanal activities.
 - (b) Under sub-component (ii) above, viable market-linked enterprises shall be scaled-up following a cluster approach to ensure economies of scale. Producers shall be organised into groups to share services and to enable aggregation to procure inputs and market produce. Enterprise sub-sectors to be targeted include: vegetable production; mango orchards; tasar silk rearing; lac rearing and goat rearing.
 - (c) Under sub-component (iii) above, the Project shall seek to provide training, scholarships, placements and hand-holding support to tribal children and youth.
 - (d) Under sub-component (iv) above, the Project shall support innovative interventions such as community forestry, lac rearing on *flemingia semialata* and habitat planning for PTG villages.
- 4.4. Component 4: **Project Management:** The Project shall support the establishment of a State Project Management Unit (SPMU) headed by the State Project Director to consolidate plans and budget and manage funds flow, Monitoring and Evaluation and Knowledge Management. To facilitate convergence, a District Project Management Unit shall be established preferably within the Deputy Commissioner's office of each district targeted by the Project.

II. Implementation Arrangements

A. *General Structure*: The Department of Economic Affairs in the Ministry of Finance of the Government of the Republic of India will be the nodal agency in charge of reviewing and monitoring the Project. Project Management and coordination functions at State, District and local levels are described below.

A.1. Management

1. State Level Project Management. Project implementation at State level shall be managed by JTDS, which will be accountable to its General Council and Board of Directors (BoD), as and when reconstituted. The reconstituted General Council and the BoD of JTDS shall comprise the following: (i) Secretary, Welfare Department-Chairperson; (ii) Special Secretary, Welfare department – Vice Chair (iii) SPD, JTDS-Member Secretary; (iv) Commissioner, MGNREGS-Member; (v) Deputy Commissioners of all 14 Tribal Sub-Plan Districts-Members; (vi) Mission Director, National Rural Health Mission-Member; (vii) Mission Director, National Horticulture Mission-Member; (viii) Mission Director, Jharkhand State Watershed Mission-Member; (ix) Mission Director, National Rural Livelihoods Mission-Member; (x) Director, Agriculture Department-Member, and (xi) other Departments as required. In particular, the BoD shall be responsible for: (a) providing direction and guidance for Project implementation; (b) facilitating coordination and convergence between the Project and other government programmes; (c) reviewing and approving overall Annual Work Plan and Budgets (AWPBs) of the Project including that of Project Districts; (d) formulating and revising by-laws, financial regulations and personnel policies of JTDS; (e) approving engagement of TSAs and FNGOs; and (f) reviewing implementation performance of the Project, including actions taken on the internal and external audit observations.

1.1. Subsidiary Agreement. The State of Jharkhand shall enter into a memorandum of understanding ("Subsidiary Agreement") with the JTDS acceptable to the Fund, which shall provide, among other things, that:

- (a) The State shall transfer the proceeds of the Financing and the State's counterpart funds, as Grants-in Aid, as required by the AWPB, to JTDS, in advance;
- (b) JTDS shall declare its commitment to the goal and objective of the Project as stated hereinabove, and, in furtherance of such goal and objective, JTDS shall undertake to carry out the Project in accordance with this Agreement and with the Project Agreement.

2. State Project Management Unit (SPMU). A SPMU shall be established within JTDS, headed by a full time SPD preferably from All India Services, who shall be assisted by an APD and other key staff with fixed term contracts of at least three years, recruited from the open-market based on professional competence, experience in implementing natural resource management and livelihoods interventions, and with knowledge and familiarity with the development needs of tribal people and tribal issues. The SPMU shall be responsible for: (i) establishing District Project Management Units (DPMUs) in each Project District and recruiting staff for SPMU and DPMUs; (ii) supervising and monitoring Project activities and their progress towards achieving physical, financial and outcome related targets; (iii) organising Project coordination meetings and meetings of the BoD of JTDS; (iv) preparing and submitting AWPBs after consolidating the AWPBs of Project Districts and the initial eighteen (18) month procurement plan and subsequent plan covering the period of twelve (12) months of Project implementation for approval by the Fund and the BoD of JTDS; (v) incorporating the budget requirements of the Project into

the overall budget of the State and ensuring flow of funds to JTDS; (vi) ensuring release of Parallel Financing from the Government of the State; (vii) evaluating bids, and finalising and executing partnership agreements/contracts with TSAs, FNGOs, service providers and suppliers of goods and services for implementing various Project activities; (viii) operating the Project Account for timely release of funds to the Project Districts, TSAs, FNGOs and suppliers of goods and services; (ix) receiving statements of expenditure and supporting documents related to fund release from districts, TSAs, FNGOs and suppliers of goods and services and keeping an account of fund release and utilisation; (x) preparing overall Project financial statements by consolidating, among other things, information received from the District Project Management Units (DPMUs); (xi) preparing and submitting withdrawal applications to the Borrower for onward transmission to the Fund; (xii) preparing and submitting progress reports and financial reports semi-annually and annually to the Fund; (xiii) establishing an effective Management Information System (MIS) and Monitoring and Evaluation (M&E) system to track Project progress; (xiv) undertaking knowledge management activities; (xv) preparing Results and Impact Management System data for submission to the Fund; (xvi) engaging internal auditors and ensuring that audit observations and suggested remedial actions are brought to the attention of the BoD of JTDS at each of its meetings; (xvii) ensuring preparation and submission of annual audit reports and financial statements to the Fund and ensuring compliance with the audit observations; and (xviii) liaising with the State administration and line agencies to ensure coordination and convergence to facilitate Project implementation.

3. District Project Management Units (DPMUs). The Project shall establish a DPMU preferably within the office of the Deputy Commissioner in each Project District with a small team of professionals to facilitate sanction and fund release to the Project's implementing partners. Each DPMU shall function as an outpost of JTDS in the relevant Project District and be responsible for: (i) coordinating with FNGOs and TSAs to prepare AWPBs for the Project District; (ii) obtaining technical sanction for the civil works/irrigation works from Accredited Engineers; (iii) obtaining administrative sanction from the Deputy Commissioner for the AWPBs with detailed estimates; (iv) releasing funds to GS-PECs of Gram Sabha; (v) receiving utilisation certificates from the GS-PECs and reconciling the accounts of GS-PECs; (vi) collecting, collating and analysing MIS and M&E data for the Project District for onward submission to SPMU and for providing feedback to FNGOs and TSAs; (vii) ensuring follow up of Land Water Resource Management Sub-Plan of GS-PECs at the Project District level to secure funds flow from MGNREGS to Panchayats; (viii) ensuring convergence between Project activities and activities of other line departments in the Project villages; (ix) conducting audit of books of accounts of GS-PECs and causing the GS-PECs to submit reports to the Gram Sabhas; (x) maintaining books of accounts related to Project expenditure of the Project District, preparing financial reports to be submitted to the SPMU on a regular basis and arranging prompt settlement of advances with SPMU; and (xi) ensuring compliance with audit observations.

B. *Coordination.*

1. State Project Coordination Committee (SPCC). The Government of the State shall establish a state level SPCC chaired by the Chief Secretary. The Secretary of Welfare Department shall act as the Member Secretary of this Committee. The SPCC will meet once every six months to review progress, provide overall guidance and policy support and to facilitate inter-departmental coordination specifically with regard to convergence. The members of the SPCC shall include: (i) Development Commissioner; (ii) Secretary, Finance; (iii) Secretary, Rural Development; (iv) Secretary, Forests; (v) Principle Chief Conservator of Forests; (vi) Secretary, Agriculture; (vii) Secretary, Animal Husbandry and Livestock, (viii) Secretary, Horticulture, (viii) Secretary, Industry; (ix) Special Secretary, Welfare Department; and (x) SPD. In addition, SPCC shall invite

representatives from the National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD) and Civil Society and Technical Experts of repute to participate in the SPCC meetings.

2. District Project Coordination Committee (DPCC). A DPCC shall be established in each Project District and will meet quarterly to discuss the Project implementation progress, constraints and remedies. The DPCC shall ensure flow of MGNREGS funds to the Panchayats for implementing Land and Water Resource Development Sub-plans and convergence with other line department programmes. The DPCC shall be chaired by the Deputy Commissioner of the respective Project Districts and the District Project Manager will act as the Member Secretary. The members of the DPCC shall include: (i) District Development Commissioner; (ii) Divisional Forest Officer; (iii) Executive Engineer, MGNREGS; (iv) District Agriculture Officer; (v) District Animal Husbandry Officer; (vi) District Soil Conservation Officer; (vii) Project Director Integrated Tribal Development Agency; (viii) District Horticulture Officer; (ix) Chief Medical Officer; (x) District Welfare Officer; (xi) any other officer from the line department; (xii) District Civil Supplies Officer, (xiii) Block Development officers of project blocks; (xiv) FNGO Representative; (xv) TSA Representatives; (xvi) District Finance and Administration Officer; and (xvii) Planning, M&E and Convergence Officer. Based on need, representatives of NABARD and Lead Bank will also be invited to participate in the DPCC meetings. A representative from SPMU may attend any of the DPCC meetings as and when required.

3. Block Project Coordination Committee (BPCC). A BPCC shall be established in each Block of the Project Area. The BPCC shall meet bi-monthly to discuss approval and review of Land and Water Resource Development activities under GSRMLP through MGNREGS funding. The BPCC shall be chaired by a Block Development Officer with membership including: (i) Chairpersons of all Project Panchayats in the block; (ii) All block level officer; (iii) FNGO Coordinator; (iv) Junior Engineer of FNGO; (v) Junior Engineer of Block level Rural Works Department; (vi) Rozgar Sevak of all Project Panchayats; and (vii) Community Facilitators. The designated district level officer shall act as Secretary to the BPCC.

4. Project Parties.

4.1. Responsibilities. At field level, the Project shall mainly be implemented by the following Project Parties:

- (a) FNGOs: Up to two FNGOs shall be recruited per each Project District, following a fixed-price selection process as per the Fund's rules, to implement Project activities in approximately forty villages covering some five Panchayats in any one block;
- (b) TSAs: The Project shall engage TSAs for each of the Northern, Western and Eastern Region Project Districts to train and provide implementation support to FNGOs;
- (c) Self-Help Groups (SHGs): The Project shall support the formation of SHGs as a tool to empower women and help them overcome exploitative financial relationships and to act as an interface to mobilise the community and to form institutions required for land, water resource development and livelihood related activities;
- (d) GS-PECs: Gram Sabha meetings shall be chaired by the traditional village leader and will have responsibility for implementation of Project activities at local level, including opening and managing bank accounts;
- (e) Producer Groups (PGs): The Project shall facilitate the formation of groups among the poorest households for taking up income generation activities;

- (f) Livelihood Collectives (LCs): It is expected that Specialised Livelihood Collectives will be established by Producer Groups for the purpose of up-scaling livelihood activities.

C. *Project Implementation Manual (PIM).*

C.1. The JTDS shall prepare a draft PIM in consultation with the Fund to be approved by the BoD of the JTDS. The PIM shall include procedures and processes for Project implementation including, *inter alia*:

- (a) Terms of Reference for key Project staff;
- (b) Terms of Reference for FNGOs, TSAs and service providers;
- (c) Procurement processes; and
- (d) Provisions whereby JTDS shall amend its By-laws and enact revisions to its personnel policies and financial regulations, to fully enable it execute the Project.

C.2. The JTDS shall adopt the PIM substantially in the form mutually agreed with the Fund and may make amendments thereto from time to time in agreement with the Fund.

C.3. The Borrower shall cause the Project to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

D. *Mid Term Review.*

D.1. The Lead Project Agency and the Fund shall jointly carry out a review of the Project implementation no later than the fourth anniversary of the Project Implementation Period (the "Mid-Term Review") based on terms of reference prepared by the Lead Project Agency and approved by the Fund. Among other things, the Mid-Term Review shall consider the achievement of Project objectives and the constraints thereon, and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints. The Borrower shall ensure that the agreed recommendations resulting from the Mid-Term Review are implemented within the specified time therefor and to the satisfaction of the Fund. Such recommendations may result in modifications to this Agreement or cancellation of the Financing.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated in SDR	% of Eligible Expenditures to be financed
I. Civil works	2 950 000	100% net of taxes, Borrower and State contributions
II. Vehicles & equipment	1 200 000	100% net of taxes and State contributions
III. Capacity building	3 600 000	100% net of taxes
IV. Funds to FNGOs, TSAs, SHGs, GS-PECs, PGs and LCs	3 450 000	100% net of taxes
V. Livelihood financing	6 600 000	100% net of taxes, Borrower, State and Beneficiaries' contributions
VI. Service providers' contracts	6 650 000	100% net of taxes and State contributions
VII. Staff salaries and operating costs	5 800 000	100% net of taxes and State contributions
Unallocated	3 300 000	
TOTAL	33 550 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Civil works: includes, but is not limited to, buildings, roads and trails, irrigation facilities;

Capacity building: includes activities related to training & workshops, technical assistance, surveys and studies, support to PTGs, promotion of SHGs, M&E and Gender, MIS and vocational training;

Funds to SHGs, GS-PECs: includes financial support to SHGs, GS-PECs, Youth Groups, payments to CRPs;

Livelihood financing: includes support to income generating activities, support to PGs and LCs, and support to FNGOs and TSAs for integrated production and marketing;

Service providers' contracts: includes activities related to contracts with FNGOs and/or any other agency involved in implementing project activities, including promotional costs;

Staff salaries and operating costs: includes incremental salaries, allowances and operations and maintenance costs, excluding salaries paid by the Borrower or the State.

(c) *Retroactive financing.* As an exception to Section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 42 600 incurred after 1 July 2012 but before the date of entry into force of this Agreement for: (a) capacity building and Project staff recruitment (categories III and VII); (b) Technical Assistance to enhance the management systems of JTDS (category VII), and (c) salaries of the SPD, APD and the FAM (category VII) may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, if otherwise eligible, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

Negotiated project agreement: "Jharkhand Tribal Empowerment and Livelihoods Project"

(Negotiations concluded on 3 September 2012)

Loan Number: [_____]

Project Title: Jharkhand Tribal Empowerment and Livelihoods Project (the "Project" or "JTELP")

The State of Jharkhand of the Republic of India (the "State") acting by its Governor

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS: (A) By Financing Agreement dated [_____] (the "Financing Agreement") between the Republic of India (the "Borrower") and the Fund, the Fund has agreed to make available to the Borrower a loan in the amount of thirty-three million five hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 33 550 000) for the purposes of partially financing the Project, but only at the condition that the State agree to undertake such obligations toward the Fund as are set forth in this Agreement;

(B) By a Memorandum of Understanding (the "Subsidiary Agreement"), to be entered into between the State and the Jharkhand Tribal Development Society ("JTDS" or "Lead Project Agency"), to be formed in accordance with the laws of the Borrower for the purpose of implementing the Project in the State, the State shall make a portion of the proceeds of the Financing as received from the Borrower in accordance with the Financing Agreement, together with other funds required for carrying out the Project in the State, available to the Lead Project Agency on terms and conditions set forth therein;

(C) The State, in consideration for the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to undertake the obligations hereinafter set forth;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document and the Financing Agreement.

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement.

3. The State declares its commitment to the goal and objective of the Project as set forth in Schedule 1 of the Financing Agreement and accepts the obligations ascribed to it in the Financing Agreement, as valid, binding obligations of the State to the Fund.

4. For the purposes of this Agreement, any obligation of the Borrower, either independently or jointly with the Lead Project Agency/Project Parties to cause or ensure the taking of or forbearance from taking certain actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forbear from taking such actions or to cause or ensure the taking of or forbearance from taking such actions.

5. Any obligation of any Project Party or other implementing agency to take or forebear from taking any actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to cause, or ensure that the JTDS shall cause, such other Project Party or implementing agency to take or forebear from taking such actions.

Section B

1. In accordance with the Financing Agreement, the State shall enter into a Subsidiary Agreement with JTDS in form and substance acceptable by the Fund.

2. The State shall duly perform all its obligations under the Subsidiary Agreement and this Agreement and shall cause JTDS to perform all of its obligations under the Subsidiary Agreement. The State shall ensure that each other Project Party or implementing agency shall perform their respective obligations under the Project and under each other subsidiary agreement or memorandum of understanding which may be entered into to implement the Project.

Section C

The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the State:

Secretary to Welfare Department
Government of Jharkhand
Project Building
Dhurwa, Ranchi
Pin-834004 (Jharkhand)

Facsimile : +91-0651-2400257

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [____], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the State.

STATE OF JHARKHAND

Government of Jharkhand
(Authorised Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

President

Negotiated project agreement: "Jharkhand Tribal Empowerment and Livelihoods Project"

(Negotiations concluded on 3 September 2012)

Loan Number: [_____]

Project Title: Jharkhand Tribal Empowerment and Livelihoods Project (the "Project" or "JTELP")

The State of Jharkhand of the Republic of India (the "State") acting by its Governor

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS: (A) By Financing Agreement dated [_____] (the "Financing Agreement") between the Republic of India (the "Borrower") and the Fund, the Fund has agreed to make available to the Borrower a loan in the amount of thirty-three million five hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 33 550 000) for the purposes of partially financing the Project, but only at the condition that the State agree to undertake such obligations toward the Fund as are set forth in this Agreement;

(B) By a Memorandum of Understanding (the "Subsidiary Agreement"), to be entered into between the State and the Jharkhand Tribal Development Society ("JTDS" or "Lead Project Agency"), to be formed in accordance with the laws of the Borrower for the purpose of implementing the Project in the State, the State shall make a portion of the proceeds of the Financing as received from the Borrower in accordance with the Financing Agreement, together with other funds required for carrying out the Project in the State, available to the Lead Project Agency on terms and conditions set forth therein;

(A) The State, in consideration for the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to undertake the obligations hereinafter set forth;

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document and the Financing Agreement.
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement.
3. The State declares its commitment to the goal and objective of the Project as set forth in Schedule 1 of the Financing Agreement and accepts the obligations ascribed to it in the Financing Agreement, as valid, binding obligations of the State to the Fund.

4. For the purposes of this Agreement, any obligation of the Borrower, either independently or jointly with the Lead Project Agency/Project Parties to cause or ensure the taking of or forbearance from taking certain actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forbear from taking such actions or to cause or ensure the taking of or forbearance from taking such actions.

5. Any obligation of any Project Party or other implementing agency to take or forebear from taking any actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to cause, or ensure that the JTDS shall cause, such other Project Party or implementing agency to take or forebear from taking such actions.

Section B

1. In accordance with the Financing Agreement, the State shall enter into a Subsidiary Agreement with JTDS in form and substance acceptable by the Fund.

2. The State shall duly perform all its obligations under the Subsidiary Agreement and this Agreement and shall cause JTDS to perform all of its obligations under the Subsidiary Agreement. The State shall ensure that each other Project Party or implementing agency shall perform their respective obligations under the Project and under each other subsidiary agreement or memorandum of understanding which may be entered into to implement the Project.

Section C

The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the State:

Secretary to Welfare Department
Government of Jharkhand
Project Building
Dhurwa, Ranchi
Pin-834004 (Jharkhand)

Facsimile : +91-0651-2400257

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [____], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the State.

STATE OF JHARKHAND

Government of Jharkhand
(Authorised Representative)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

President

Logical framework

Objective hierarchy	Indicators	Means of verification	Assumptions & risks
Goal: Improve living conditions of the Tribal communities and in particular, particularly vulnerable tribal groups (PTGs) in the Tribal Scheduled Area districts in Jharkhand.	-At least 75% of households with improvement in household asset ownership index. -Reduction in the prevalence of child malnutrition by gender. -At least 75% of households that have improved food security and incomes. - Reduction in IMR from 67 and increases in % of child immunisation from 34. % .	RIMS+ impact surveys at baseline, mid-terms and completion	Relative stability in the price of food and in general economic conditions are conducive to poverty reduction
Development objective: Empower and enable 136,000 tribal households including 10,000 PTGs households to take up livelihood opportunities based on sustainable and equitable use of natural resources in 164 village Panchayats falling in 30 Blocks of 14 TSP districts.	-122,400 households report income increases from rainfed agriculture from INR 483 to INR 2035; -136,000 households report increases in total incomes; -average household food production increases from 644 kg to 813 kg/year; -84,000 women SHGs report improvement in decision making, assets, mobility etc -4,920 youth groups report benefits from the projects; -10,000 PTG households report increases in incomes from livelihood activities averaging INR 13,749. -164 gram sabha PECs report effective functioning	RIMS + impact surveys Annual outcome surveys Participatory gender and community evaluations	Policies of Tribal development, political stability and security situation allow communities access to economic opportunities and natural resources
Outcomes:			
122,400 tribal households from highland benefit from increased food production, greater participation and returns from improved rainfed farming practices.	-122,400 highland and upland farmers adopt improved technology and in situ water-harvesting measures; -income increase from INR 483 to INR 2075/household/year; -average yield increases from 1,624 kg/ha to 2,070 kg/ha -average cropping intensity increase of 75% to 105%	Annual outcome surveys KAP surveys Études de cas Reports from FNGOs	Weather patterns do not change to the extent that seriously affects farming; Prices do not fall to the extent that makes local production uneconomic; Markets for vegetables and other produce are not affected by external completion;
26,640 households in lowland benefit from improved village irrigation facilities	-26,640 lowland households adopt irrigated agriculture and improved farming practices each with average area of 0.2 ha; -farmers report increased farm yields ranging between 25% and 40% and increases in cropping intensity from 84% to 123% and income increases from INR 13,955 to INR 36,091.	Annual outcome surveys KAP surveys Études de cas Reports from FNGOs	As above plus Irrigation systems are not damaged by erosion and these are under good maintenance by the beneficiaries;
42,650 households benefit from market-linked, commercial production and livelihoods activities	-25,150 households benefit from cluster-based commercial production of vegetables, mango, tasar cocoons, lac and goat and reporting net incomes of INR 11,000 and 31,000 a year; -income from vegetable cultivation from INR 21,693 to INR 35,063 per year per household; -income from mango cultivation at INR 85,769 per household per year from 2.3 ton of mango -income from Tasar cocoon production at INR 21,688 per household per year (from sale of 12,500 cocoon per hh) -income from lac production at INR 10,966 per household per year (55 kg of lac per hh) -income from goat keeping at INR 41,125 per household/year from sale of 22 goats -17,500 households benefit household-based income generating activities and getting an average net income of INR 13,749 a year	Annual outcome surveys KAP surveys Études de cas Reports from FNGOs	As above plus Quality seeds and other inputs available on schedule and as per crop calendar; Cluster and collective cooperation continues without hindrances; Good communication exists.
Outputs:			
Increased community awareness, strengthened Gram sabha PECs, women's groups, youth's groups and PTGs households.	-5000 new women SHGs formed, trained and capacitated and 328 youth groups organised, trained and capacitated -1000 community facilitators and 328 CRPs trained; -Exposure visit organised for 164 Panchayat groups; -For PTG villages 68 CRPs, VHWs and VAHWs and 55 TBAs trained; -10,126 solar lanterns and medicated mosquito nets distributed to PTG households	Project progress reports	Communities are interested and willing to take active participation in the project interventions
Land and water resources conserved and used sustainably for the benefit of tribal communities.	-164 CRPs trained in INRM and exposure visits for 164 PECs; -1350 new and old villages covered under INRM; -1230 mates trained in record-keeping; - VDF provided to 1,000 villages; -1,330 village irrigation infrastructure is constructed; -164 farmer service centres designed and constructed; -17,200 crop demonstrations conducted;	Project progress reports	Adequate funds are available for the implementation of land-based activities under MGNREGS; completed works are under proper maintenance by beneficiaries; effective functioning of GS-PECs and FSCs
Improved food security and increased incomes from use of natural resources and off-farm employment	-17,500 hh provided training in IGA activities; - 5,000 hh supported in setting up of backyard poultry units, 1000 hh in pig-rearing units; 5500 hh in goat-rearing units; and 6000 hh in rural artisan; - 14 vegetable growers clusters, 7 tasar clusters, 14 mango clusters, 60 goat clusters and 110 lac clusters supported; -420 rural youth received long-term vocational training; -under innovative interventions 200 ha covered under	Project progress reports	Communities are willing to form into clusters and adopt the better farming technology; adequate quality seeds and other inputs available on time; market-linkages established for all produce; availability of TSA services for mentoring

	community forestry, ten PTG villages selected for habitat improvement and 10 clusters for lac rearing on Semialata;		
Components/activities:			
<u>Community empowerment:</u> Promotion of SHGs and Youth Groups, service providers contracts for FNGOs, Capacity building and special support to PTG households;			
<u>Integrated Natural Resources Management:</u> community mobilisation, services of TSAs for training and mentoring, land and water resources management, productivity enhancement and crop diversification;			
<u>Livelihoods support:</u> support to IGA, vocational training, innovative interventions such as community forestry, PTG village habitat improvement, lac rearing on semialata plants etc;			
<u>Project management:</u> state PMU and DPMUs established, staff recruited, MOUs with partner agencies, project coordination, monitoring and evaluation, knowledge management;			